

En cette veille de budget, où va le Québec? **Pour le tout marché, même illégal, santé et éducation incluses**

Le gouvernement québécois déposera son budget le 17 mars, celui fédéral le 22 mars. Le second sera celui du retour en grande au déficit, pour requinquer l'économie surtout celle des provinces productrices de pétrole, après avoir atteint de justesse l'équilibre l'an dernier¹. Le premier ira dans le sens contraire atteignant ce mythique équilibre moins à cause d'une croissance anémique², ayant déçu les attentes dues à la baisse du dollar et du baril de pétrole, que d'une drastique austérité prolongeant celle initiée par le précédent gouvernement péquiste³. Comble de l'ironie, l'Ontario vient de déposer son propre budget qui annonce un nouveau déficit qui fera de cette province « *la juridiction gouvernementale non centrale la plus endettée au monde* »⁴ et ce malgré une reprise supérieure à celle québécoise comme le montre l'évolution de leur taux respectif de chômage depuis 2009⁵.

Tant de zèle néolibéral pour devenir une province comme les autres, pour cesser d'être le mouton noir de la zone Aléna. La belle province veut se faire encore plus belle pour séduire les transnationales ajoutant une suprême « rigueur » budgétaire à une panoplie de crédits d'impôts, de subventions, de rabais tarifaires, de démantèlement de Québec Inc. à laquelle elle ajoute désormais le sélectif non respect de la loi? Est-ce que l'ultra-austérité arriverait bientôt au seuil d'une privatisation style PPP ou autrement à grande échelle des hôpitaux au cœur du système de santé? Est-ce que le système éducatif sera ajusté de bas en haut, des CPE à l'université, à l'entreprise privée y compris à son insertion directe dans le système lui-même par l'intermédiaire des écoles privées, dont le Québec est le champion canadien, jusqu'à l'autonomisation semi-privée des facultés de gestion, d'ingénierie et de sciences en passant par la privatisation intempestive et très lucrative des CPE?

Cette offensive privative devra s'assurer cependant de ne pas compromettre par son avidité compétitive la reproduction de la main d'œuvre. Le but général du système de santé est de retaper le prolétariat pour qu'il soit corvéable jusqu'au bout du rouleau, avec service de luxe pour le patronat et consorts, quitte pour le Québec à tenter d'y ajouter un but spécifique exportateur. La néolibéralisation de l'éducation suit les traces de celle de la santé mais avec ses propres idiosyncrasies. Il vise à produire un prolétariat formé pour un maximum de productivité et formaté pour se caser à sa place dans la hiérarchie de l'entreprise et de la bureaucratie. Cette productivité recherchée dans le cadre de la nouvelle révolution industrielle se décline à deux niveaux, soit les emplois bas de gamme, les plus nombreux, puis les minoritaires emplois réputés de haute technologie⁶, ce à quoi il faut ajouter la formation du patronat et de ses sbires gestionnaires et experts.

Le tapis rouge pour les transnationales... jusqu'à ignorer la loi

On connaissait la générosité subventionnaire du gouvernement québécois pour les Ubisoft et autres entreprises du jeu vidéo⁷. Comment se passer des ces emplois si socialement nécessaires, si pédagogiques! Mais équitable, il est aussi généreux pour les entreprises traditionnelles comme Bridgestone⁸. Pas question d'exiger en retour une part équivalente de l'actionnariat. On savait

1 Jean-Robert Sansfaçon (éditorial), [Les déficits nécessaires](#), Le Devoir, 23/02/16

2 Jocelyne Richer — La Presse canadienne, [Québec devrait déposer un budget équilibré, mais sans surplus, le 17 mars](#), Le Devoir, 26/02/16

3 Jocelyne Richer — Presse canadienne, [Budget Marceau - Compression de dépenses et hausse du tarif des garderies](#), Le Devoir, 20/02/14

4 Adrian Morrow, [Ontario's reduced deficit hinges on economic uncertainties](#), Globe and Mail, 25/02/16

5 Joëlle Noreau, [Gains d'emplois au Québec et en Ontario en décembre](#), Nouvelles économiques Québec - Ontario, Desjardins, 8/01/16 : graphique taux de chômage Québec et Ontario de 2005 à 2015

6 Marc Bonhomme, [Débat sur la productivité : la piètre performance de l'économie québécoise](#), ESSF, 28/02/14

7 Karl Rettino-Parazelli, [Le géant est là pour de bon](#), Le Devoir, 18/11/15 :

8 La Presse canadienne, [Bridgestone investit à son usine de Joliette avec l'aide de Québec](#), Le Devoir, 27/02/16

aussi sa propension à vendre à vil prix notre électricité aux alumineries⁹. Pour ce cadeau, pas besoin pour celles-ci de s'engager à une deuxième ou troisième transformation au Québec. On s'est récemment rendu compte de sa veulerie devant une transnationale étasunienne prédatrice d'un bijou de Québec Inc.¹⁰. Peu importe s'il y va à terme de perte de fournisseurs québécois pour les magasins Rona ou celle d'un siège social. Toutefois, quand il n'y a pas au rendez-vous un tout puissant chevalier blanc pour sauver Bombardier, le gouvernement déverse à la pelle des dollars qu'il n'a pas pour les services publics tout en sacrifiant des emplois tant dans l'immédiat qu'à terme¹¹. Quel scandale qu'aurait été d'exiger en contrepartie une part des actifs plus fiables du transport collectif et/ou le contrôle de la filiale nouvellement créée... jusqu'à ce qu'Ottawa, lui, l'exige en retour de sa propre contribution. Ce n'est pas Tintin mais Couillard au pays des multinationales¹².

Le désintérêt des grands avionneurs pour Bombardier pour cause de risque trop grand a comme pendant celui des géants pétroliers pour le pseudo pétrole québécois. En découle une même stratégie de substitution gouvernementale qui commence à couler à pic. Le gouvernement libéral, comme celui péquiste avant lui, investit dans de petites entreprises pétrolières comme partenaires juniors¹³ et se compromet financièrement queue par dessus tête pour l'exploration d'Anticosti sans même prévoir une porte de sortie¹⁴. Réalisant la non-rentabilité presque assurée d'Anticosti¹⁵, conscient à la fois des dégâts électoraux dus au cul-de-sac pétrolier dans lequel s'était fourré le gouvernement Harper et tentant de profiter des projecteurs de la Conférence de Paris sur le climat pour se débarrasser de son étiquette 'austérité' en faveur de celle 'vert' en vue de l'élection de 2018, le gouvernement Couillard essaie de jeter Anticosti par-dessus bord sans rien renier cependant de l'exploration en Gaspésie facilitée par son règlement laxiste sur la protection de l'eau des plus favorables à l'industrie, gracieuseté du précédent gouvernement péquiste¹⁶.

On aurait cru imbattable l'avalissement du gouvernement libéral envers les transnationales. Le voilà dépassé par celui du PQ qui, avec la CAQ, invoque le respect de la loi pour ne pas lâcher Anticosti car le Québec s'en trouverait vulnérabilisé face aux investisseurs étrangers¹⁷. Mais les Libéraux ont su reprendre l'avantage en laissant les transnationales enfreindre la loi en toute impunité. Uber menace le gagne-pain de plus de 20 000 chauffeurs de taxi¹⁸ dont une grosse proportion de québécois non blancs¹⁹. Il a fallu une importante mobilisation pour que le gouvernement songe enfin à utiliser des moyens efficaces, comme la saisie des permis de conduire, pour contraindre la transnationale étasunienne à respecter la loi. Et encore, la compagnie sera visée, peut-être, mais ça sera à travers ses employés non reconnus officiellement, si ce n'est que comme faux travailleurs autonomes, donc non protégés par la loi. Ce sont bien souvent des gens à petit revenu utilisant leur automobile à leurs risques et périls pour boucler les fins de mois²⁰.

De son côté, la transnationale canadienne Trans-Canada se fout de la loi québécoise de l'environnement²¹ et ignore le processus d'examen montréalais pour tenter d'imposer au peuple québécois son oléoduc Énergie-est. Pour ce dossier, l'à-plat-ventrisme libéral invoque avant tout des impératifs fédéralistes — se montrer un bon élève méritant les paiements de péréquation²² — qui l'emportent sur ceux économiques — les retombés sont quasi nulles — et environnementaux

9 Alexandre Robillard — Presse canadienne, [L'aluminerie Alouette et Québec s'entendent](#), Le Devoir, 11/09/15

10 Julien Arsenault — Presse canadienne, [Ottawa tranchera, concède Dominique Anglade](#), Le Devoir, 10/02/16

11 Michel David, [Et il faudrait être fier?](#), Le Devoir, 20/02/16

12 Robert Dutrisac, [Couillard au pays des multinationales](#), Le Devoir, 20/02/16

13 [IQ en rajoute dans Pétrolia](#), Le Devoir, 7/11/15

14 Alexandre Shields, [Québec assume l'essentiel du risque](#), Le Devoir, 22/02/16

15 Scott McKay, [Il est temps de mettre fin à la chimère pétrolière!](#), Le Devoir, 23/12/15

16 Alexandre Shields, [Eau potable: le règlement doit être bonifié, selon des élus gaspésiens](#), Le Devoir, 4/07/13

17 Marco Bélair-Cirino, [Péladeau croit que Couillard s'est discrédité auprès des investisseurs](#), Le Devoir, 14/01/16

18 Comité provincial de concertation et de développement de l'industrie du taxi, [Un scandale nommé Uber Québec](#), février 2016

19 Michèle Ouimet, [La jungle du taxi](#), La Presse, 21/08/10

20 Pierrot Péladeau, [Viser Uber, buter chauffeurs](#), Journal de Montréal (blogue), 25/02/16

21 Alexandre Shields, [TransCanada ne peut se soustraire à la loi environnementale québécoise](#), Le Devoir, 23/02/16

22 Robert Dutrisac, [Parent pauvre, le Québec doit faire sa part](#), Le Devoir, 26/09/14

— les risques de rupture de l'oléoduc sont non négligeables surtout vis-à-vis l'eau potable sans compter les émanations de gaz à effet de serre en amont et en aval. Le PQ ne perd pas l'occasion de profiter de cette contradiction libérale entre son électoraliste chemin de Damas écologiste et son fédéraliste partis-pris bitumineux en se disant, lui, contre l'oléoduc Énergie-est alors qu'il le favorisait sous le gouvernement Marois²³. Rien d'étonnant que ce rejet soit chambranlant²⁴ et, ce, malgré la disparition du port en eau profonde qui justifiait économiquement tant bien que mal le projet initial.

En santé, place nette pour la privatisation des hôpitaux

Et voilà que le ministre de la santé, une fois achevés à coups de milliards la construction des complexes pour la santé des universités McGill et de Montréal, centralise les établissements de santé et de services sociaux par la loi 10 tout en ne respectant pas sa loi protégeant les droits des patients²⁵. À quoi rime cette nouvelle entorse à la loi?

Récapitulons. Aucune diminution d'attente dans les urgences montréalaises au cours de la dernière année et baisse de moins d'une heure pour l'ensemble du Québec. Plus de 400 000 Québécois (25 %) toujours sans médecin de famille et le Québec, toujours en queue de peloton parmi les provinces canadiennes. C'est ici aussi où l'on trouve le plus de cliniques privées et le seul endroit où les frais accessoires, pourtant proscrits par la loi fédérale, sont permis. Le Québec est également une des provinces qui dépensent le moins en matière de santé tout en payant aujourd'hui ses médecins le plus. Ah, et les médecins qui auraient trop perçu durant la dernière année peuvent dormir tranquilles. Ils n'auront pas à rembourser la RAMQ.²⁶

Avec une infrastructure géante à la fine pointe de la technologie, avec une rémunération des médecins en mesure de garder au Québec les finissants anglophones et anglicisés de l'université McGill et d'ailleurs²⁷, avec une dictature bureaucratique en mesure de mettre au pas cadres récalcitrants, patients mécontents et syndicats contestataires²⁸, avec une contre-réforme de chronométrage des soins sous la houlette des cliniques privées laquelle réforme modifiera de fond en comble le budget des hôpitaux en vue de le réduire²⁹, le Québec sera prêt pour la grande offensive de la privatisation des hôpitaux en mode PPP ou autre type de sous-traitance où c'est l'État qui paye, prend en charge les cas lourds et prend les risques pendant que les entreprises privées et partenariats de médecins de la grappe santé encaissent les profits sans coup férir. Une autre façon pour la bourgeoisie québécoise, maintenant que le cours pétrolier plonge et que l'avionnerie bat de l'aile, d'insérer la belle province dans le marché global régi par les accords de libre-échange. Les riches du Québec et de ce monde viendront se faire soigner au Québec pendant que les soins de santé seront rationnés pour le peuple québécois.

Une éducation taillée sur mesure pour un marché du travail polarisé

Pour les emplois bas de gamme, l'éducation néolibérale ne veut pas d'un prolétariat historien et philosophe capable de conscience critique mais d'un prolétaire juste suffisamment alphabétisé pour être en mesure de comprendre ordres et directives. Pour le reste on le divertira avec la société-spectacle. Porte ouverte donc à une coupe d'un milliard \$ dans le système primaire et secondaire depuis 2010³⁰, et dieu sait combien auparavant, pour en finir avec les idéaux démocratiques du rapport Parent... et ça continue de plus belle avec les coupes pour la

23 Alexandre Shields, [Énergie Est - TransCanada va de l'avant](#), Le Devoir, 2/08/13

24 Marco Bélair-Cirino, [La position du PQ pourrait changer](#), Le Devoir, 28/02/16

25 Jessica Nadeau, [Québec bafoue sa propre loi](#), Le Devoir, 25/02/16

26 Francine Pelletier, [La révolution Barrette](#), Le Devoir, 24/02/16

27 Frédéric Lacroix, [La vérité sur l'exode des médecins](#), L'Aut'Journal, 3/10/14

28 Nathalie Côté, [La loi 10 du ministre Barrette Centralisation de la gestion des soins de santé et exit les citoyens et les médias](#), Droit de parole, 3/02/15

29 Jocelyne Richer – Presse canadienne, [Jusqu'à 10 % de profit pour les cliniques privées](#), Le Devoir, 26/02/16

30 Florence Sara G. Ferraris, [Front commun contre les coupes](#), Le Devoir, 31/08/15

sensibilisation à la formation scientifique³¹ — pas besoin de sciences pour être camionneur ou serveuse — pour la persévérance scolaire³² — pas besoin de diplôme secondaire pour les *maçjobs* — et pour les CPE³³ — au diable la préparation à la vie sociale et à l'école pour les enfants de familles réputées à problème.

Quant à l'élite québécoise, le gouvernement lui paie 70% d'équivalent public pour son école privé dont le Québec est le champion canadien³⁴ avec 7% des élèves du primaire, dont les deux enfants du nouveau ministre de l'Éducation, et pas moins que 21% des étudiants du secondaire³⁵. Comme 70% de ces jeunes gens du privé fréquentent des écoles confessionnelles, presque toutes catholiques³⁶, ne doutons pas de la haute moralité conservatrice qui leur est inculquée, coupée du laxisme et du bas niveau présumés du système scolaire prolétarien... et de sa prise en charge de problèmes sociaux de l'enfance ne cessant de s'accumuler sans compter, pour Montréal, la tâche exigeante de l'intégration des nouveaux arrivants dans un contexte de tension linguistique. En fait, la part du secondaire privé est tellement élevée, sans compter la portion élitiste, dite « internationale », au sein même de l'école publique, qu'on peut faire l'hypothèse qu'il y a débordement de l'élite bourgeoisie et ses futurs serviteurs pour englober une partie de la fleur technologique qui sera d'autant plus accointée à ses valeurs et intérêts. Raison de plus pour non seulement s'opposer au financement public de l'école privé mais aussi pour réclamer son abolition afin de frotter les enfants du patronat à ceux issus du prolétariat dans le cadre d'une école publique fidèle reflet de la société.

Jusqu'ici la forte résistance étudiante dans les cégeps et des facultés « inutiles »³⁷, surtout à l'UQAM, en 2005 et 2012 a empêché la suppression du volet général cégéprien, étape nécessaire vers l'université, avec ses subversifs cours de philosophie, qui apprennent à penser, au plus grand dam de l'élite privée et privée/publique devant côtoyer la gent prolétarienne pendant deux ans. D'un autre côté, le volet technique, fournissant à l'entreprise ses nécessaires technologues (et à l'État ses policiers), malgré ses cours obligatoires de philosophie a fait en sorte que « *le réseau des cégeps a rapporté à lui seul 9,8 milliards à la société québécoise en 2012-2013, selon une étude récente de la firme KPMG* »³⁸. Heureusement pour elle, les répartitions linguistique et géographique permettent à cette élite de se réfugier dans les cégeps anglophones et ceux des beaux quartiers francophones loin de la cohue contestatrice, ce qui fut généralement suffisant jusqu'ici pour faire plafonner, en combinaison avec les universités anglophones et les facultés scientifiques et gestionnaires francophones, la révolte étudiante au niveau du maintien du statu quo.

Une université qui avance et l'autre qui recule et conteste

Quant à l'université, elle souffre d'un « malfinancement » global engendrant un sous-financement de la fonction enseignement :

...seulement 50% à 60% de ces nouvelles sommes serviront à l'amélioration des conditions d'enseignement et aux services aux étudiant·e·s. Entre 15% et 25% de l'argent ira à la recherche, de préférence pour le compte du secteur privé. Entre 10% et 20% ira au positionnement concurrentiel des établissements universitaires sur les scènes canadienne et internationale, soit des campagnes de publicité et de recrutement de professeur·e·s vedettes à prix fort. Finalement, 5% à 15% de l'argent sera consacré à des dépenses de gestion et de "gouvernance"...

31 Pauline Gravel, [Un autre programme spécial chancelle](#), Le Devoir, 25/02/16

32 Philippe Orfali, [Près de 60 % des fonds ont disparu](#), Le Devoir, 24/02/16

33 [Les CPE craignent les conséquences des compressions sur les enfants handicapés](#), Le Devoir, 16/02/16

34 Danielle Beaudoin, [Où va-t-on le plus à l'école privée au pays? La réponse en carte](#), Radio-Canada, 29/08/15

35 La fédération des commissions scolaires du Québec, [Le financement public de l'enseignement privé](#), annexe 5, juin 2014

36 Ibid, annexe 2

37 Matteo Maillard, [Le Japon va fermer 26 facs de sciences humaines et sociales, pas assez « utiles »](#), Le Monde des étudiants, 17/09/15. Est-ce là l'avant-garde de la voie néolibérale dont la volonté de séparation de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM donne un avant-goût? (Marco Fortier, [La révolte du «mouton noir» de l'UQAM](#), Le Devoir, 27/02/16)

38 Éducation 3e Âge du Collège de Maisonneuve, [Il faut réinvestir dans le système d'éducation public](#), février 2016

Le parti-pris en faveur de la recherche privée n'est pas sans un biais de promotion de la rentabilité à court terme de l'entreprise :

Le montant des subventions et des contrats de recherche alloués aux universités a plus que doublé de 1995–1996 à 2005–2006, passant de 721 M\$ à 1,276 G\$ en dollars constants de 2006. Cet argent est distribué de façon inéquitable. Les domaines des sciences de la santé, des sciences pures et des sciences appliquées ont bénéficié à eux seuls de 75,8% des subventions et des contrats de recherche en 2005–2006. Quant aux sciences sociales et humaines, elles n'ont reçu, pour la même période, qu'un maigre 7,8% des fonds dévolus à la recherche.

Ce « malfinancement » au bénéfice de la recherche privée et de l'insertion universitaire dans le marché global tant pour soutenir l'entreprise que par le recrutement d'étudiants étrangers payant le prix fort³⁹ et d'extension à l'extérieur du Québec surtout des facultés de gestion et de sciences, le tout alourdissant la bureaucratie administrative, cache un sort qui n'est pas moins enviable que celui canadien :

En combinant ce que le gouvernement, les étudiant-e-s et le privé investissent dans les universités, on obtient un total de 29 242 \$ de dépenses par étudiant-e au Québec, comparativement à 26 383 \$ pour l'Ontario et à 28 735 \$ pour le reste du Canada. En regard des pays de l'OCDE, seuls les États-Unis et la Corée du Sud devancent le Québec au poste de la dépense globale par étudiant-e! Au titre de la recherche subventionnée, la dépense par étudiant s'est établie à 7 878 \$ au Québec, comparativement à 6 225 \$ dans le reste du Canada.

Notons toutefois que les universités anglophones québécoises s'en tirent à meilleur compte grâce à une philanthropie bénéficiant d'un milieu ayant accumulé davantage de capital par la magie de l'oppression nationale :

Du reste, on sait que ce genre de philanthropie profite plutôt à certaines universités, généralement anglophones, au détriment des autres établissements. Au Québec, en 2008–2009, les dons effectués aux universités McGill, Concordia et Bishop's ont représenté 47% des dons et des legs totaux à toutes les universités, alors que ces trois établissements regroupent seulement le quart de l'effectif étudiant universitaire.⁴⁰

La mobilisation découlant du rejet de l'entente par la FSSS et la FAE se fait attendre

Le prochain budget québécois, dans le sillage de celui fédéral, s'essayera à la quadrature du cercle d'une opération de relations publiques de fin d'austérité et de réinvestissement. On recyclera pour une énième fois les quelques dizaines de millions de dollars pour l'éducation pour dorer la pilule amère du milliard et plus coupé. On peut même prévoir un petit quelque chose en santé, pour les soins à domicile dit-on. On imagine aussi qu'on mettra fin au scandale de la dilapidation du Fond vert et qu'enfin on améliorera la part du transport public vis-à-vis le monstre auto-routier malgré sa réfection très coûteuse qui se poursuivra sans en profiter pour reconstruire des infrastructures donnant la priorité au transport collectif. Cette mystification requiert davantage que les habituels pleurnicheries syndicales, populaires et Solidaire. Elle exige une riposte dans la rue.

Pour parler franchement, il n'est pas évident que le refus de parapher l'entente entre le gouvernement et le Front commun de la part de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) ou de s'y rallier de la part Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ait favorablement modifié le rapport de forces. La semaine de mobilisation de la Coalition mains rouges contre le budget fut un pétard mouillé, une régression vers les mini-manifs et les petites opérations commandos. Et ne parlons pas de la nouvelle campagne de la CSN en faveur des CPE alors que les patates sont déjà cuites tellement, dans son isolement, fut contrainte à un compromis qui a des airs de capitulation l'Association québécoise des CPE⁴¹. Quelle hypocrisie de la part de la CSN pour se dédouaner de sa propre capitulation au sein du Front commun qui n'est

39 Tommy Chouinard, [Québec impose de nouvelles coupes — Les étudiants étrangers en feront les frais](#), La Presse, 2/02/16

40 Éric Martin et Simon Tremblay-Pépin, [Faut-il vraiment augmenter les frais de scolarité?](#), IRIS, 2011

41 Jocelyne Richer – Presse canadienne, [Québec impose son nouveau mode de financement du réseau](#), Le Devoir, 24/02/16

plus.

Quant à la direction de la FSSS, quel est son véritable but? Surfe-t-elle la vague pour la faire échoir sur le rivage d'une amélioration salariale marginale d'où leur insistance sur la réouverture des négociations tout en laissant aller la démobilisation sous prétexte de mettre l'emphase sur le vote... qu'elle a retardé le plus possible pour ensuite retarder sa divulgation au moment du Conseil fédéral de cette première semaine de mars. On peut penser qu'il lui faudra proposer un plan d'action minimum pour espérer arracher une concession salariale minimale. La perspective de la direction de la FAE est-elle différente? La bureaucratie syndicale est très habile d'autant plus qu'elle connaît bien son monde. Il y a une dialectique perverse entre ce que veut la bureaucratie et les attentes de la base qui finit par s'ajuster à ce qui leur semble possible. Pourtant, au départ au moment de la mobilisation contre la loi 10, il s'agissait bien d'une lutte contre l'austérité que pouvait comprendre le grand public, essentiellement contre les coupes, ce qui est moins évident quand il s'agit de lutte contre les bas salaires.

Lutte commune, ce regroupement prometteur de la gauche syndicale, s'avère jusqu'ici une déception. Depuis une première réunion fort dynamique, nombreuse et enthousiasmante au début janvier, le groupe ne s'est plus rassemblé malgré une coordination qui, du moins pour certains, se réclame de l'horizontalisme. Pourtant Lutte commune pourrait être le lieu d'une expérience de démocratie à la base qui inspirerait des expériences semblables au sein du mouvement syndical pour en finir avec cette confiance fataliste dans les directions syndicales quitte à chialer contre elles à n'en plus finir. Le site Facebook privé du groupe en est devenu presque inactif. En dehors d'une très utile communication des résultats de vote, surtout quand l'entente était rejetée, étant donné l'opacité du Front commun à cet égard et la plupart des fédérations, le débat crucial sur ce que devrait être les buts de la continuation de la lutte et du plan d'action à l'avenant n'a pas eu lieu. N'aurait-il pas été essentiel que Lutte commune intervienne au conseil fédéral de la FSSS, en caucus, cette semaine-ci, et d'une manière quelconque dans la FAE, pour y proposer sa ligne de conduite sous forme de tract, d'interventions et de propositions?

Un Printemps 2016 anti-austérité toutes et tous ensemble en réponse au budget

Peut-on compter sur Québec solidaire pour jouer le rôle que ne jouent pas les directions syndicales ni jusqu'ici la gauche syndicale? La direction du parti se montre très satisfaite de son communiqué de presse, jamais repris par les porte-parole donc pratiquement passé inaperçu, qui félicite autant les partisans de l'entente que ses adversaires et sans le moins du monde critiquer la direction du Front commun⁴². Ce n'est pas cette passivité, ce suivisme qu'attendent les partisans anti-austérité et anti-hydrocarbure du seul parti anti-austérité et anti-hydrocarbure de l'Assemblée nationale. Au-delà d'être la conscience du parlement, en réaction à l'offensive d'austérité et de privatisation en faveur des transnationales mené par le trio néolibéral PLQ-PQ-CAQ, le peuple québécois (dé)espèrent (d')un leadership promouvant une alternative de plein emploi écologique dont la porte d'entrée est un plan bonifié de « sortie du pétrole » une fois mobilisée à plein l'épargne nationale grâce à l'expropriation des banques et à l'annulation des accords de libre-échange par un Québec indépendant détenteur des pouvoirs nécessaires.

L'assemblée générale de la région de Montréal de Québec solidaire n'a pas voulu débattre d'une proposition demandant que le parti soit favorable et propage l'idée d'une reprise de la grève de trois jours que le Front commun était sur le point d'entreprendre au début de décembre dernier mais cette fois-ci dans le cadre d'un Printemps 2016 et inévitablement, le cas échéant, à l'initiative de la FSSS et de la FAE. Profitant du malaise d'une coordination peut-être pas antipathique à l'idée mais surtout sensible aux pressions de la direction nationale désireuse de consensus, donc allergique au débat politique, et d'efficacité électorale, un membre de l'Intersyndicale, qui cherchait à se faire reconnaître par la région de Montréal, en a profité pour

⁴² Communiqué de Québec solidaire, [Négociations du secteur public: « De l'argent, il y en a, M. Hamad! », Françoise David, 5/02/16](#)

tuer le débat par le bon vieux truc de la demande de dépôt. Pourtant c'est le débat politique qui passionne et qui par là provoque l'engagement. On n'a qu'à penser à l'intensité des débats qui se font dans les cercles citoyens pour le programme... mais qui sont sans suite autre que vaguement consultatifs. La dépolitisation finit en démobilisation. Cette année, plusieurs poste de la coordination de la région de Montréal sont restés vides et aucune personne nouvelle n'a comblé les autres.

Abandonnées par la gauche syndicale et la gauche politique, y compris leur gauche de la gauche, les travailleuses de la santé vont-elles avaler la couleuvre, se contenter, au mieux, d'un prix de consolation à la FIQ et endurer des conditions de travail infernales, ou contester l'austérité réservée aux soins de santé populaires non par manque de fonds mais afin qu'ils soient lucratifs en faveur de l'élite médicale, gestionnaire et actionnaire? Le dernier choix implique une grève sociale toutes et tous ensemble avec celles et ceux de l'éducation vivant le même traumatisme et avec tout le peuple des 99% encaissant les coupes, la perte du droit de grève (les travailleurs municipaux) et celle de leurs emplois (les chauffeurs de taxi). Alors, vers le printemps 2016??

Marc Bonhomme, 29 février 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca